





FO n°5 : « Nul n'est censé ignorer ... la Loi »

Installation classée ou pas ?

Le droit de l'environnement a créé deux catégories d'installations : les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) – art 511-9 et suivants du Code de l'environnement, qui nécessitent soit une déclaration en préfecture, soit une autorisation. Les autres installations relèvent du Règlement Sanitaire Départemental.

Si peu de TPE PME sont à priori concernées, deux rubriques cependant méritent de s'interroger :






-  la rubrique réfrigération-compression (2920) : si la puissance absorbée par les équipements de climatisation- réfrigération est supérieure à 50kW,
-  la rubrique « utilisation de solvants pour le nettoyage à sec » (2345) : si les machines utilisent plus de 0,5 kg de solvant par cycle de nettoyage.

Lorsque ces seuils sont dépassés, un dossier de déclaration doit être réalisé.

NB : Il faut noter que la déclaration ou l'autorisation doit normalement être réalisée avant la mise en service de l'installation : il est donc important de vérifier l'éventuel classement avant chaque achat ou travaux.

Pour aller plus loin : les prescriptions réglementaires, la procédure de déclaration et le dossier à constituer : <http://aida.ineris.fr>.





Les déchets

-  Le principe de base : le **producteur** de déchets est **responsable** de leur élimination finale (*Art L 541-2 du Code de l'environnement, loi de juillet 1975 et 1992*).
-  Il est formellement **interdit de brûler quelque déchet que ce soit**. Les déchets doivent être stockés sans causer de gêne ou de pollution (prévention des fuites dans le sol, des envols...).
-  **A partir de 1100 L** de déchets hebdomadaires, il convient d'en assurer le tri et la valorisation (*Article R 543-67 du Code de l'environnement*)
-  Si les déchets non dangereux (déchets banals), sont remis à la collectivité, il faut savoir que celle-ci, en échange du service rendu, peut exiger le versement d'une **redevance spéciale** : les collectivités sont en effet tenues de collecter les déchets des particuliers mais pas ceux des professionnels (*Article L 2333-78 du Code général des collectivités territoriales*)
-  **Pour les déchets dangereux**, l'apport en déchèterie est conseillé : piles usagées, tubes néons, huiles de vidange... Si la déchèterie n'accepte pas les déchets dangereux, il faut trouver les prestataires qui permettent d'en assurer l'élimination.



Pour aller plus loin : Contacter la Chambre des métiers ou le Chambre de commerce pour plus d'informations ou aller sur le site de la Région PACA pour trouver les prestataires de collecte et d'élimination des déchets : Guide régional du recyclage et de l'élimination des déchets Provence - Alpes-Côtes d'Azur www.guide-recyclage-paca.com

Quelques déchets spécifiques :

-  **Les huiles alimentaires usagées** : elles ne sont pas dangereuses mais peuvent causer d'énormes problèmes pour le fonctionnement des stations d'épuration. Il convient donc de les collecter, dès la cuisine, pour les faire valoriser.
-  Les déchets d'équipements électriques et électroniques (**DEEE ou D3E**) : Les piles et les accumulateurs, les néons et les ampoules fluo-compactes sont des DEEE tout comme vos anciens ordinateurs et téléphones portables.
-  **Graisses du bac à graisses et boues de vidanges des fosses septiques** (en cas d'assainissement autonome) : ces déchets non dangereux doivent être remis à un prestataire spécialisé qui en assurera le traitement et remettra un bordereau de prise en charge indiquant l'installation de destination.
-  Les produits chimiques utilisés pour l'entretien (dégraissants, peinture, vernis) sont des déchets dangereux : ils seront stockés de manière à éviter tout risque de pollution (à l'abri des chocs, sur rétention pour les liquides) et éliminés soit dans une déchèterie, soit par un prestataire compétent.

La liste des éco organismes (ou autres) qui encadrent la valorisation de nos déchets.

- Piles et batteries : screlec <http://www.screlec.fr/>
- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) : réylum pour les tubes et les ampoules (<http://www.reylum.com/>), et éco-systèmes pour les autres (<http://www.eco-systemes.fr/>)
- Papier carton : revipap pour le groupement français des papetiers utilisateurs de papiers recyclables (<http://www.revipap.com/index.php?mod=content&id=3>)
- Ecofolio pour le papier <http://www.ecofolio.fr/>
- Plastique : éco emballage <http://www.ecoemballages.fr/> (et valorplast pour plus d'infos <http://www.valorplast.com/Front/index.php?RID=178>)
- Verre : http://www.verre-avenir.fr/accueil/qui-sommes-nous_388
- Adelphe (<http://www.adelphe.fr/>)
- Cyclamed (médicaments <http://www.cyclamed.org/>) Aliapur (pour vos pneus)

Construire / rénover

La Réglementation Thermique RT2012: principales exigences

- Consommation d'énergie primaire inférieure à 50 kWh/m²/an en moyenne
- Exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti : le besoin bioclimatique ou « Bbiomax »
- Exigence de consommation maximale : « Cmax »
- Exigence de confort en été
- Pour garantir la qualité de mise en œuvre: Traitement des ponts thermiques et traitement de l'étanchéité à l'air, avec test de la « porte soufflante » obligatoire dans le collectif
- Pour garantir le confort d'habitation : Surface minimale de baies vitrées
- Pour accélérer le développement des énergies renouvelables : Généralisation en maison individuelle
- Pour un bon usage du bâtiment : Mesure ou estimation des consommations d'énergie par usage



Transports et déplacements

- L'affichage des émissions de CO₂ devient obligatoire : « ... le Grenelle de l'environnement impose aux opérateurs (entreprises de transports en commun, de déménagement, taxis, loueurs de véhicules, collectivités, agents de voyages, etc.) d'informer leurs clients sur l'impact CO₂ de leur prestation. »

L'information sera transmise aux usagers :

- soit directement à bord du véhicule utilisé (exemple des taxis),
- ou lors de l'achat de leur titre de transport.

Pour les opérateurs de fret, le bilan sera remis aux clients à l'issue de la prestation

Le décret précise la méthode permettant de procéder à une estimation des émissions de CO₂, basée, **au choix de l'opérateur et selon la taille des entreprises:**

- soit sur des données forfaitaires adaptées à chaque situation (définies par arrêté ministériel)
- soit sur des valeurs estimées directement par l'opérateur.

En cas de contestation, et pour encourager la plus parfaite transparence, les organismes de certification sont habilités à valider ou invalider les données fournies par le prestataire.

Mise en œuvre fixée entre le 1er juillet et le 31 décembre 2013

- Les activités suivantes doivent être effectuées sur des surfaces étanches de manière à éviter tout ruissellement ou infiltration par le sol :
 - la vidange des huiles de moteur de tous engins mécaniques
 - le rinçage des citernes et des appareils ou engins ayant contenu des polluants / toxiques



- le lavage des véhicules automobiles et de tous engins à moteur
- En cas d'incident / accident susceptible d'entraîner une pollution du sol ou des eaux, l'exploitant doit en informer immédiatement le Maire et le Préfet.

La restauration

Le minimum à connaître...

- Le paquet hygiène¹...
- La **Directive Européenne du 21 mai 1991** relative au traitement des eaux urbaines résiduaires et la **Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992**.
- les restaurants commerciaux, collectifs, commerces alimentaires divers et les industries agroalimentaires doivent implanter des systèmes de pré-traitement de leurs eaux usées tels que des dégrilleurs / débourbeurs, séparateurs à graisses, séparateurs à féculs.
- Arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur
- Arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif
- Décret du 26 janvier 1994 pour l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- Règlement Sanitaire Départemental – Titre III secteur 2 sur la ventilation des locaux.
- Jouer carte sur table en présentant le projet aux principaux partenaires réglementaires: DSV, DDCCRF, SDIS, DDASS.

Accessibilité

- **Les accès:** Le cheminement permettant l'accès : conçu de façon à être accessible aux personnes à mobilité réduite. Les sols doivent être non meubles, non glissants et sans obstacle à la roue d'un fauteuil. Si une pente est inévitable, elle doit être inférieure à 5%. La largeur des portes doit permettre un passage de 0,77 m au minimum.

Les équipements sanitaires (W.C, lavabo): Un W.C doit comporter un espace d'accès de 0,80 m x 1,30 m latéralement à la cuvette (hors débatement des portes).

Les sanitaires eux-mêmes : Des toilettes comprenant des cabinets d'aisances et des lavabos hygiéniques (à commande non manuelle) doivent être installées pour le personnel. Ces équipements sanitaires peuvent être communs à ceux prévus pour la clientèle pour les restaurants de moins de 50 places. Les cabinets d'aisance ne doivent pas communiquer directement avec la salle à manger, ni avec les autres locaux renfermant des aliments.

¹

http://www.paquethygiene.com/telechargements_de_reglements_du_parlement_europeen_et_du_conseil.asp



Alimentation en eau potable

- L'établissement doit être alimenté en eau à partir du réseau public d'eau potable.
- S'assurer auprès du gestionnaire du service que l'eau pourra être distribuée en quantité suffisante suivant l'importance de l'activité.
- Lorsque la glace alimentaire (glaçon, glace pilée) est nécessaire, elle doit être fabriquée, manipulée et stockée dans des conditions prévenant de toute contamination.

Les locaux

Par leur conception, leurs dimensions, leur construction et leur agencement, les locaux doivent permettre la mise en œuvre de bonnes pratiques d'hygiène. Ils doivent :

- prévenir la contamination croisée.
- Bien différencier le secteur propre du secteur souillé ;
- pouvoir être nettoyés et/ou désinfectés de manière efficace ;
- être aérés et ventilés ;
- être convenablement éclairés ;
- être pourvus de moyens d'évacuation des eaux résiduaires et des eaux de lavage conçus de manière à éviter tout risque de contamination (siphon de sol).

La lutte contre les rongeurs et les ravageurs doit être réalisée par des méthodes adéquates.

Aération et ventilation

La réglementation prévoit le captage total des émanations et des buées de cuisson. L'extraction de ces fumées doit se faire dans de bonnes conditions sans gêne notamment pour le voisinage. Si ces évacuations de hotte ne peuvent être réalisées qu'en façade, il convient d'en obtenir l'autorisation. L'air extrait des locaux doit être rejeté à au moins huit mètres de toute fenêtre.

Assainissement

Résoudre le problème lié à l'évacuation des eaux usées. Si raccordable sur le réseau collectif d'assainissement, contacter la mairie pour établir une convention de raccordement. Si un tel réseau n'existe pas, **la réalisation du projet dépend de la faisabilité d'un assainissement autonome réglementaire.** Faire réaliser une étude pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs d'assainissement, et le choix du mode et du lieu de rejet. Cette étude réalisée par un



bureau compétent devra être établie et fournie à toute demande de permis d'aménager ou de construire.

Déchets

Des dispositions et/ou des installations adéquates doivent être prévues pour **stocker et éliminer les déchets dans de bonnes conditions d'hygiène**. Si le ramassage des ordures ménagères n'est pas réalisé quotidiennement, il convient de prévoir le stockage des déchets dans un lieu (local ou container) prévu à cet effet ne pouvant pas contaminer les denrées alimentaires. Les récipients destinés à contenir les déchets doivent être munis d'un **couvercle rabattable**.

Note : les graisses organiques (huiles de fritures et graisses de cuisson doivent être éliminées dans des filières réglementaires (déchetterie, collecteur spécialisé).

Divers

- Lorsqu'il existe un bail, vérifier que ce bail prévoit bien la possibilité de réaliser une activité de restauration.
- La présence des animaux domestiques ou de plantes ne doit pas constituer un risque d'insalubrité pour les aliments.



L'eau consommée

- Pour des questions d'hygiène, le réseau doit être protégé par un **dispositif de disconnexion**. Il est installé sur les équipements utilisant de l'eau et qui risqueraient, en cas de dépression dans le réseau, de polluer celui-ci avec des eaux souillées (machines à laver et lave-vaisselle principalement).
- **Arrêté du 28 juin 1994** : Les entreprises du secteur de l'alimentaire doivent demander un document prouvant qu'ils sont bien raccordés au réseau de distribution d'eau potable
- **Prélèvements sur le réseau d'eau potable**
Objectif: limiter les risques de contamination de ce réseau
- D'autres règles:
 - ✓ interdiction d'utiliser un système d'alimentation en eau immergé ou susceptible de l'être
 - ✓ présence obligatoire d'un dispositif anti-retour pour chaque machine dont, entre autres :
 - la chaudière ;
 - les appareils de lavage ou d'arrosage placés au sol ;
 - toutes les installations sanitaires ;
 - les robinets d'élévation, qui doivent être installés au minimum à 50 cm au-dessus du sol ;
 - tous les outils et machines de production.
- Les installations intérieures doivent être maintenues en bon état de fonctionnement et correctement entretenues (Vérification annuelle des canalisations, robinets, appareils...)
- **La réglementation en matière de consommation d'eau**
 - Très peu d'entreprises artisanales sont soumises à **autorisation** en matière d'eau ;
 - **Déclaration** au service sanitaire de la commune :
 - si prélèvement eau souterraine (nappe phréatique) et que la quantité est inférieure à 8 m3 par heure
 - si vous prélevez de l'eau superficielle dans le milieu naturel (ruisseau, rivière, lac...) et que la quantité d'eau est comprise entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau.
 - Tout prélèvement effectué dans les cours d'eau domaniaux (c'est-à-dire appartenant à l'État) nécessite une **autorisation préfectorale d'occupation du domaine public**.
 - Le Règlement Sanitaire Départemental de votre département peut également comporter des obligations supplémentaires concernant les consommations d'eau.
 - Attention : l'eau prélevée dans le milieu naturel et destinée à la consommation humaine est obligatoirement soumise à analyse.
 - Il est recommandé de se renseigner auprès du service sanitaire communal ou en préfecture
 - Pour les activités artisanales qui utilisent l'eau comme réfrigérant, il est obligatoire de réutiliser l'eau de réfrigération non souillée. Effectivement, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.
 - Dans tous les cas, **l'exploitant est tenu de prendre les précautions nécessaires pour limiter sa consommation d'eau**.
 - Les prélèvements doivent toujours être effectués de façon à ce qu'il n'y ait aucune contamination, par quelque produit que ce soit, de la réserve dans laquelle est puisée l'eau.



- Ces prélèvements ne doivent pas nuire à l'écoulement du cours d'eau.
- **La récupération de l'eau de pluie** collectée en aval de toitures inaccessibles au public est désormais autorisée, pour les usages extérieurs tels que **l'arrosage des espaces verts** et pour les usages intérieurs : **lavage des sols** et **évacuation des toilettes**.
- L'utilisation pour le **lavage du linge** est aussi permise, à titre expérimental, sous réserve qu'il soit fait appel à un installateur d'un système de prétraitement ayant déclaré ce système auprès du ministère en charge de la santé. L'ensemble du réseau doit être identifié "eau non potable" et en aucun cas connecté au réseau d'eau potable. Il doit par ailleurs faire l'objet d'une maintenance régulière. (cf. Arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie).

Les eaux usées rejetées

- Les eaux usées doivent être traitées.
- **En cas de raccordement au réseau d'assainissement de la commune** : il convient alors de disposer d'une autorisation de déversement, elle précisera les caractéristiques que doivent respecter les effluents. En particulier, interdiction de rejet des solvants, huiles et toute autre substance qui pourraient perturber le bon fonctionnement de la station d'épuration. Ce service est facturé via la redevance assainissement qui est mentionnée sur la facture d'eau. (Article L 1331-10 du Code de la santé publique).
- **En cas d'assainissement autonome** : le système doit permettre de respecter les seuils de rejets fixés en fonction des objectifs locaux de qualité des eaux. Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) pourra orienter vers des installateurs compétents ou indiquer les mesures de bonne gestion de vos équipements. En fonction de la charge polluante à traiter, une déclaration devra être réalisée ou une autorisation au titre de la loi sur l'eau sollicitée (Article R214-1 et suivants du code de l'environnement).

Équipements de réfrigération et de climatisation

Article R543-75 et suivants du Code de l'environnement

- Toute intervention sur un circuit contenant des fluides frigorigènes doit être réalisée par un opérateur disposant d'une attestation de capacité délivrée par un organisme de contrôle agréé.
- Les équipements contenant **plus de 2 kg de fluide frigorigène** doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité des circuits de confinement du fluide, lors de la mise en service et périodiquement ensuite. Tout constat de fuite doit faire l'objet d'un constat rédigé par l'opérateur en charge du contrôle.
- **Lorsque la charge en fluide frigorigène est supérieure à 3 kg**, les documents attestant de la réalisation du contrôle doivent être conservés pendant 5 ans.
- Toute intervention sur un circuit de fluide frigorigène doit donner lieu à une **fiche d'intervention** qui mentionne en particulier, la nature, la quantité et la destination du fluide récupéré, ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans cet équipement. Les fiches d'intervention doivent être conservées 5 ans.



Les imprimés

La réglementation prévoit la contribution financière des émetteurs d'imprimés afin d'encourager leur recyclage. Depuis juillet 2008, tous les imprimés sont concernés sauf :

- les documents mis sur le marché par une personne publique ou une personne privée dans le cadre d'une mission de service public résultant exclusivement d'une obligation découlant d'une loi ou d'un règlement ;
- les livres ;
- les publications de presse ;
- l'encartage publicitaire annoncé au sommaire d'une publication de presse qu'il accompagne.

Depuis 2010 : Les courriers de gestion et les documents publicitaires remis en même temps, les papiers d'impression, les enveloppes sont également concernés.

Sont donc concernés tous les documents commerciaux (plaquette, brochures...). La contribution se fait par l'adhésion à un éco-organisme : Ecofolio. Celui-ci se charge de reverser ensuite sa contribution aux collectivités qui ont en charge l'élimination des déchets. La contribution maximale fixée par la réglementation est de 0,15 €/kg de papier. En cas de constat d'infraction par les douanes, le montant s'élève à 0,9 €/kg. Article L. 541-10-1 du Code de l'Environnement

Pour aller plus loin : www.ecofolio.fr



La réglementation « accessibilité » : pour les Etablissements Recevant du Public (ERP)

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

Pour les ERP et les installations ouvertes au public NEUFS : arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 (dispositions pour les articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitat)

Toutes les thématiques suivantes doivent être passées en revue en s'assurant que pour chacune d'elle l'accessibilité à tout type de clientèle sera favorisée (handicap moteur / mental / auditif / visuel).

- Cheminements extérieurs
- Stationnement
- Conditions d'accès et d'accueil
- Circulations horizontales et verticales
- Revêtements (sols et parois)
- Mobiliers
- Éclairage
- Information

Pour aller plus loin et dans le cas de rénovations et agrandissement dans les établissements existants, à partir de 2015 : ADEME, Région, CCI et CME, agefiph

La réglementation concernant les travailleurs handicapés :

Loi du 10 juillet 1987

Si plus de 20 salariés, vous êtes donc tenus à l'obligation d'emploi d'au moins 6 % de personnes handicapées dans votre effectif. La loi du 11 février 2005 réaffirme cette obligation et l'étend à de nouvelles catégories de personnes handicapées :

- les titulaires de la carte d'invalidité et de l'allocation aux
- adultes handicapés (AAH) peuvent désormais bénéficier du statut de travailleur handicapé sans démarche supplémentaire auprès de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (ex-Cotorep).

Comment remplir ses obligations :

- **Employer des personnes handicapées** : Consulter la liste des personnes reconnues travailleurs handicapés tenue par l'AGEFIPH.
- **Conclure un contrat de sous-traitance, de fournitures, de prestations de service ou de mise à disposition de travailleurs handicapés** : les établissements peuvent remplir jusqu'à 50 % de leur obligation d'emploi en faisant appel aux entreprises adaptées (anciennement « ateliers protégés »), aux établissements ou services d'aide par le travail (ESAT) (appelés « centres d'aide par le travail » ou CAT) et en passant des contrats de sous-traitance avec les centres de distribution de travail à domicile.
- **Accueillir des demandeurs d'emploi handicapés en formation** dans le cadre d'un stage ; Dans ce cadre, une durée minimum de 150 heures par stagiaire est requise. L'accueil de ces stagiaires est pris en compte dans la limite de 2 % de l'effectif d'assujettissement.
- **Conclure un accord d'entreprise** ou d'établissement en faveur de l'emploi des personnes handicapées ; Cet accord doit comporter obligatoirement un plan d'embauche de personnes handicapées et au moins deux des actions suivantes :
 - un plan d'insertion et de formation,
 - un plan d'adaptation aux mutations technologiques,
 - un plan de maintien dans l'entreprise en cas de licenciement.



- 🌈 Verser une contribution à l'Agefiph : la contribution à verser varie en fonction de la taille de l'entreprise : de 400 fois à 600 fois le SMIC horaire par bénéficiaire non employé !



Quelques lois cadres pour se repérer :

- La Loi d'Orientation pour l'aménagement et le DD du territoire (LOADDT) du **25 juin 1999**, avec les Loi Chevènement (**1999**) et la Loi SRU Gayssot-Besson (**2000**) renforce la décentralisation et permettent « d'Agir local » pour pouvoir « Penser Global »...
- **Le 24 juin 2004**, un décret instaure auprès du Premier Ministre un délégué interministériel au DD, soulignant l'aspect transversal de la démarche.
- **Le 28 février 2005**, la « Charte de l'Environnement » intègre la constitution....
- Le Grenelle de l'environnement, Octobre 2007: Prendre des décisions à long terme en matière d'environnement et de développement durable.
- **Loi du 30 décembre 1996**, *Loi LAURE* (La Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie)
- **Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000**: Atteindre d'ici 2015 un bon état général tant pour les eaux souterraines, superficielles, y compris les eaux côtières.
- **Loi du 13 juillet 1992** qui complète la loi du 15 juillet 1975: L'obligation de valorisation et de recyclage des **déchets**, La mise en place de Plans départementaux et La mise en décharge réservée aux seuls déchets ultimes.
- **Loi POPE n° 2005-781 du 13 juillet 2005** de programme fixant les orientations de la politique énergétique française
- **REACH** (L'enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques) adopté **le 18 décembre 2006**

Politique sociale

- La Loi du 25 juillet 1985 a instauré l'affichage obligatoire de plusieurs informations
- La loi du 10 juillet 1987: Oblige toutes les entreprises du secteur privé comme du secteur public à employer 6% de personnes handicapées. La loi crée également l'Agefiph (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées).
- Loi du 4 mai 2004 n°2004-391 : « Le droit individuel à la formation (DIF) »
- Décret N° 1016 du 04 novembre 2001: le Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels (DUE)
- Loi du 11 février 2005, Dite « Loi pour l'égalité des droits et des chances »: Ouvre de nouveaux droits aux personnes handicapées, renforce et simplifie l'obligation d'emploi des entreprises.